

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 5 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS KALIAKOUDAS ET FILS

rue de Arolles
73540 La Bâthie

Références : 20250708-RAP-Inspection_Kaliakoudas-LaBathie.odt
Code AIOT : 0006104342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 juillet 2025 dans l'établissement SAS KALIAKOUDAS ET FILS implanté rue des Arolles de la Zone industrielle de la commune de La Bâthie (73540). L'inspection a été annoncée le 11 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée en coopération avec le service de la métrologie légale de la DREETS Auvergne-Rhône-Alpes. Leur action a consisté à s'assurer que les instruments utilisés dans le cadre d'un usage réglementé détenus par l'exploitant font l'objet de contrôles périodiques, et que ces contrôles ont été correctement réalisés par les organismes agréés ou réparateurs qui sont intervenus sur ces instruments.

Le présent rapport n'aborde que les actions de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées dans le cadre des suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2024 et d'évaluer in situ le projet de modification des conditions d'exploitation du site porter à connaissance de Madame la Préfète par le dossier déposé le 28 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KALIAKOUDAS ET FILS
- Les Vernays 73540 La Bâthie
- Code AIOT : 0006104342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président M. Georges KALIAKOUDAS, exploite régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/1993, complété

notamment par un APC du 13/04/2012, un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux, ainsi qu'un centre VHU, au sein de son établissement situé en zone artisanale des Vernays sur la commune de La Bâthie.

Le site, qui occupe une surface d'environ 5000 m², emploie neuf personnes. L'activité principale de l'établissement est orientée sur le VHU. L'activité secondaire est le démantèlement de remontées mécaniques ou de sites industriels. Seule une petite partie des déchets issus de ces déconstructions transite sur le site. L'exploitant possède également un livre de police pour l'achat de ferrailles aux particuliers et petits artisans du secteur.

Depuis la parution du décret N° 2012-1304 du 26/11/2012, et comme acté par arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/2013, l'activité de centre VHU de M. KALIAKLOUDAS relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'enregistrement, compte tenu de sa surface de 1600 m². Elle est à ce titre réglementée par l'arrêté ministériel du 6/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux centres VHU relevant du régime de l'enregistrement. Elle fait enfin l'objet d'un agrément délivré par arrêté préfectoral du 19/06/2018. Conformément à l'arrêté ministériel du 14/04/2020, cet agrément est désormais sans limite de validité (6 ans fixés initialement).

Depuis la parution du décret N° 2018-458 du 06/06/2018, l'installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux relève quant à elle de la rubrique 2713-1 sous le régime de l'enregistrement également, compte tenu de la surface exploitée supérieure à 1 000m² (1 500 m²). Le référentiel réglementaire afférent est l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

Le tri transit regroupement de déchets dangereux continue de relever de la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation.

La presse à ferraille et la machine à dénuder relèvent, elles, de la rubrique 2791-2 sous le régime de la déclaration (quantité traitée : 8 t/j).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 2 | Analyse des eaux de ruissellement | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 | Mise en demeure, respect de prescription | Demande de justificatif | 4 mois |
| 4 | Dossier de Porter à connaissance | 28/04/22 | Demande de justificatif | Mise en demeure, | 3 mois |
| 5 | Cahier des charges centre VHU | Arrêté Préfectoral du 22/12/2013, article Point 15 du cahier des charges Annexé | / | Demande d'action corrective | 3 mois |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée |
|----|---|--|--|
| 1 | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | Mise en demeure, respect de prescription |
| 3 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 23/02/2003, article 1 | Demande d'action corrective |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite in-situ des installations a permis d'évaluer les impacts des modifications envisagées au porter à connaissance et les travaux réalisées. Compte tenu des échanges effectués avec le service urbanisme à la suite de la visite d'inspection, l'exploitant est mis en demeure d'évacuer les VHU présents sur les nouvelles parcelles compte tenu que le règlement du PLU de la commune de La Bâthie interdit l'exploitation industrielle visée par la législation ICPE sur cette zone classée A.

Par ailleurs, il a été relevé lors de la visite d'inspection des non-conformités aux prescriptions applicables aux activités de l'établissement qui nous conduisent à demander à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes :

- L'exploitant doit justifier, sous un délai de trois mois, de la mise en place de signalétiques informant les personnes ne faisant pas partie de l'établissement qu'il est interdit de circuler librement au sein du site.
- L'exploitant devra justifier, dans un délai n'excédant pas quatre mois, du raccordement des canalisations des eaux usées et eaux de vannes du site au réseau d'assainissement collectif de la commune.

Par ailleurs, compte tenu de l'absence d'hydrocarbures dans les eaux souterraines de l'établissement Kaliakoudas confirmé par les campagnes de prélèvement de 2021, 2022 et 2024, nous proposons à Madame la Préfète de lever la surveillance des eaux souterraines imposée à l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2003 et de maintenir en état les deux piézomètres présents sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024 |
| Prescription contrôlée : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et </div> |

conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

Lors de la visite des installations, il est constaté la présence en bordure sud du site d'une réserve souple de 120 m³ d'eau reliée à une bouche incendie déportée.

L'exploitant a précisé que cette installation a été mise en œuvre en juin 2025 et qu'il a demandé au SDIS d'Albertville de venir tester cette défense extérieure incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, rejets liquides

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2024
- suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/12/2024

Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

MES : 100 mg/l

DCO : 300 mg/l

Arsenic et ses composés (en As) : 25 µg/l

Cadmium et ses composés : 25 µg/l

Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) : 0,1 mg/l

Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150mg/l

Mercure et ses composés (en Hg) :25 µg/l

Nickel et ses composés : 0,2 mg/l

Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l

Zinc et ses composés (en Zn) : 0,8mg/l

Fluor et composés (en F) (dont fluorures) :1 5 mg/l

Indice phénols : 0,3 mg/l

Cyanures libres : 0,1 mg/l

Hydrocarbures totaux : 10 mg/l

Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) : 1 mg/l

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>La dernière analyse des rejets des eaux pluviales du site daté du 14 novembre 2024 montre un dépassement en DCO (383 mg/l pour un seuil à 300 mg/l) sur le point de rejet n° 2 en sortie du séparateur d'hydrocarbure implanté au Nord-Est du site.</p> <p>Selon les explications de l'exploitant les eaux des lavabos et des toilettes du site se rejettent dans ce réseau d'eaux pluviales.</p> <p>A cet égard, l'exploitant a programmé pour le troisième trimestre 2025 des travaux importants afin de raccorder les eaux usées et les eaux de vannes au réseau d'assainissement communal.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier, dès sa réalisation, du raccordement des canalisations des eaux usées et eaux de vannes du site au réseau d'assainissement collectif de la commune.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2003, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La campagne réalisée en Juin 2021 confirme l'absence d'impact sur les eaux souterraines à l'aval du site. La société ALPES CONTROLES recommandait la réalisation d'une seconde campagne, en période de basses eaux, avant de proposer l'arrêt de la surveillance, comme l'a demandé l'inspection des installations classées. Aucune analyse de la qualité des eaux souterraines n'a été réalisée depuis. Cette non-conformité ne peut donc être levée à ce stade.</p> |
| <p>Constats lors de l'inspection du 8 juillet 2025 :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 14 novembre 2024 le rapport de surveillance des eaux souterraines. La campagne de prélèvement a été réalisée le 16 octobre 2024.</p> <p>Ce rapport confirme l'absence d'impact en teneurs en hydrocarbures totaux des eaux souterraines. Tous les paramètres analysés sont sous le seuil de quantification.</p> <p>L'objet étant de suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines sur le site par rapport aux campagnes antérieures, réalisées en 2021 et 2022. Comme la présente campagne, les analyses précédentes non pas mis en évidence d'impact par les hydrocarbures sur les eaux souterraines.</p> |
| <p>Proposition de l'inspection des installations classées à la suite du constat :</p> <p>Considérant l'absence d'hydrocarbures HCT C10-C40 dans les eaux souterraines de l'établissement Kaliakoudas, confirmé par les campagnes de prélèvement de 2021, 2022 et 2024, nous proposons à Madame la Préfète de suspendre la surveillance des eaux souterraines imposée à l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2003 et de maintenir en état les deux piézomètres présents sur le site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Dossier de Porter à connaissance

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Dossier de porter à connaissance du 28/04/2022</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 25/11/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Kaliakoudas a déposé en avril 2022 un dossier de Porter à connaissance portant sur la modification d'exploitation de son l'établissement implanté sur la commune de La Bathie. Ces modifications visent notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • augmenter la superficie exploitée en intégrant au site actuel une partie de la parcelle 2810 et la parcelle 2068, • déplacer les aires de stockage des VHU • imperméabilisation de la surface qui sera dédiée au stockage des VHU non dépollués ; • déplacement des locaux administratifs dans un nouveau bâtiment à construire, • raccordement des eaux usées au réseau de collecte communal et neutralisation de la fosse septique ; • La mise en place d'un broyeur de métaux. Ce broyeur ne sera pas utilisé tous les jours, mais en fonction de la quantité à broyer ainsi que de la capacité de stockage du site et en alternance avec la presse à ferrailles et la machine à dénuder pour ne pas dépasser les 8 t/j déclarées. |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site il est constaté la présence sur les parcelles du projet d'extension du site environ une trentaine de véhicules en attente de dépollution.</p> <p>Suite aux échanges avec le service de l'urbanisme de la commune de La Bâthie, il s'avère que les deux parcelles cadastrées 2810 et 2068 d'implantation de l'extension projeté par le dossier de porter à connaissance sont classées zone agricole (Zone A) du plan local d'urbanisme approuvé le 2 mars 2020. Le règlement stipule que les activités ICPE incompatibles avec la vocation de la zone sont interdites sur ces parcelles.</p> <p>Aussi, l'inspection des installations classées ne peut donner de suite favorable à la demande d'extension des activités de la société Kaliakoudas déposée par le porter à connaissance du 28 avril 2022.</p> |
| <p>Proposition de l'inspection des installations classées à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des éléments et des constats relevés ci-dessus, l'inspection des installations classées donne un avis défavorable au projet d'extension des activités de la société Kaliakoudas du porter à connaissance en date du 28 avril 2022.</p> <p>L'exploitant doit évacuer les Vhu entreposés sur les parcelles cadastrées 2810 et 2068 et ne plus les utiliser pour des activités ICPE liées à l'établissement jusqu'à la régularisation administrative de ces terrains.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure – Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Cahier des charges centre VHU

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2013, article Point 15 du cahier des charges Annexé</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Vérification annuelle</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son</p> |

| |
|--|
| installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 21 juillet 2025 le rapport de vérification de conformité de l'activité centre VHU réalisé le 18 juillet 2025.</p> <p>Ce document relève notamment les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'existe pas d'interdiction de pénétrer sur le parc - les analyses des eaux réalisées le 4 avril 2024 démontrent plusieurs paramètres non conformes. <p>Lors de la visite du site l'exploitant s'était engagé a mettre en place des signalétiques informant les personnes extérieures de circuler librement sur le site. Il est constaté que cette mesure n'a pas été mise en œuvre.</p> <p>En ce qui concerne la conformité des rejets des eaux pluviales, il a été abordé au deuxième point de contrôle du présent rapport d'inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la mise en place de signalétiques informant les personnes ne faisant pas partie de l'établissement qu'il est interdit de circuler librement au sein du site.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |